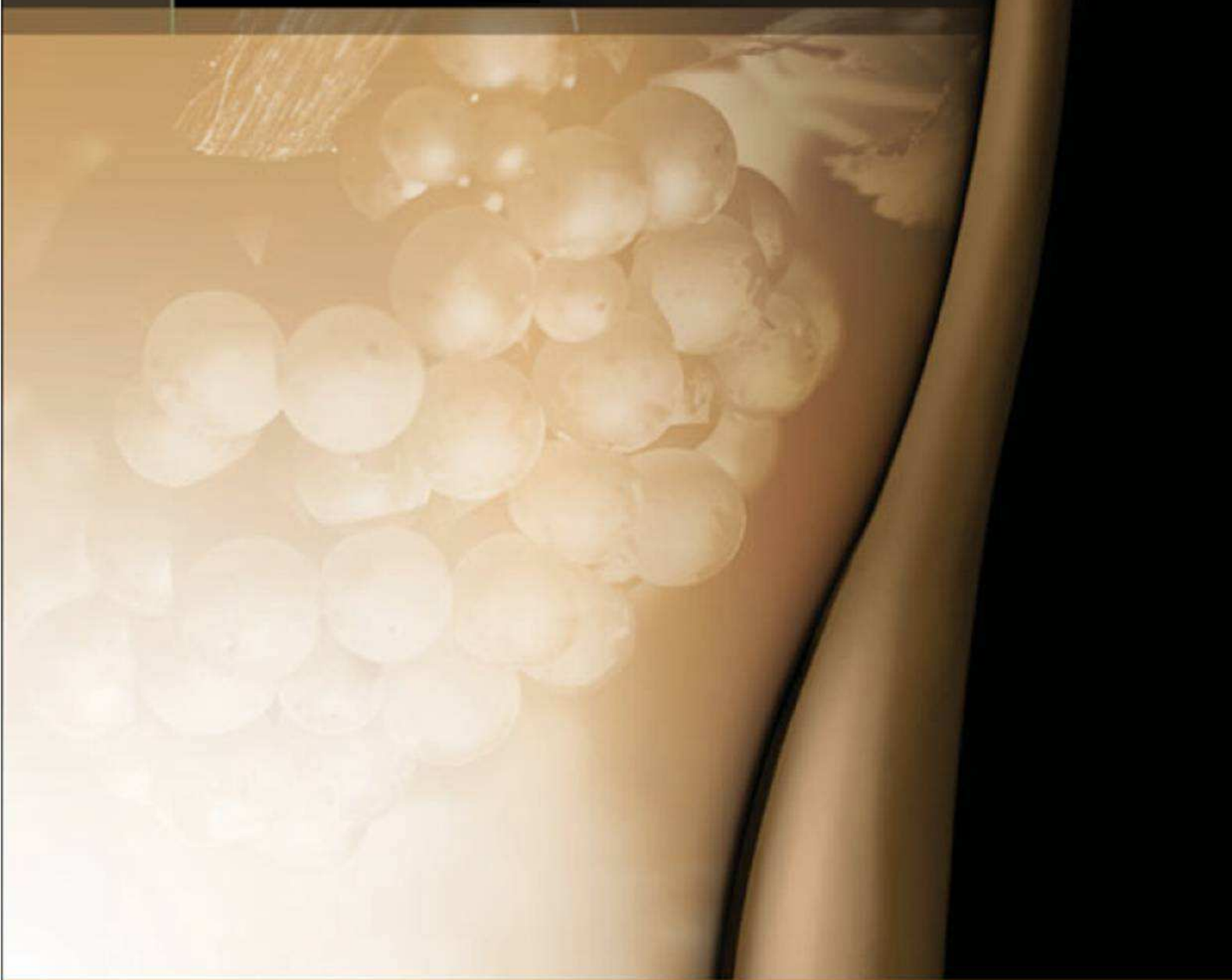


RAPPORT ANNUEL

2008 - 2009



L A R  C H E

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION	PAGE 3
COMPTES CONSOLIDES	PAGE 19
COMPTES SOCIAUX	PAGE 23
TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	PAGE 27
RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES	PAGE 28
RAPPORT DES CAC	PAGE 29
PROJET DE RESOLUTIONS	PAGE 33
RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	PAGE 35
RAPPORT SPECIAL DU PRESIDENT	PAGE 37
LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	PAGE 45
LISTE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 47

**RAPPORT DE GESTION SUR LA MARCHE DE LA SOCIETE ET RAPPORT SUR LA
GESTION DU GROUPE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 16 SEPTEMBRE 2009**

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale ordinaire conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société à l'effet de vous prononcer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Directoire sur les opérations sociales concernant l'exercice clos le 31 mars 2009 incluant le rapport du groupe ;
- Rapport du Président du Conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne ;
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce ;
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2009 ;
- Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce ;
- Observations du Conseil de surveillance sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice ;
- Approbation des comptes annuels, des comptes consolidés et des conventions susvisées ;
- Quitus aux membres du Directoire,

- Affectation des résultats.

Par ailleurs, il vous sera donné lecture :

- Des rapports établis par les Commissaires aux comptes dans le cadre leur mission ;
- Du rapport du Conseil de surveillance ;
- Du rapport sur les procédures de contrôle interne,
- Du rapport spécial du Directoire concernant l'attribution d'actions gratuites aux salariés et/ou dirigeants.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition ou vous ont été adressés dans les délais impartis.

1. Sur les comptes sociaux

1.1. Présentation des comptes annuels

Les comptes que nous vous soumettons sont présentés selon les formes rendues obligatoires par la mise en application de la loi comptable.

Ils ont été établis dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ces règles n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

1.2. Situation et activité de la société au cours du dernier exercice clos

Nous vous précisons que les chiffres figurant ci-après ont été arrondis.

1.2.1. L'actif et le passif

Afin de vous permettre d'analyser la situation de la société, nous vous proposons de mesurer, par rapport à l'exercice précédent, l'évolution des grands postes du bilan :

- L'actif immobilisé, compte tenu des amortissements
Pratiqués au cours de l'exercice, s'élève à 18.683 KEur.
Contre 19.306 KEur.
Pour l'exercice précédent
- L'actif circulant s'élève à 11.171 KEur.
Contre 13.494 KEur.
Pour l'exercice précédent

- Les charges constatées d'avance s'élèvent à	179 KEur.
Contre	197 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Les comptes de régularisation s'élèvent à	1.432 KEur.
Contre	2.101 KEur.
Pour l'exercice précédent	
- Les capitaux propres, avant affectation	
Des résultats du dernier exercice	
S'élèvent à	13.766 KEur.
Contre	13.935 KEur.
Pour l'exercice précédent	
La réserve légale est partiellement dotée.	
- Les provisions pour risques et charges sont de	1.695 KEur.
Contre	2.101 KEur.
Pour l'exercice précédent	
- L'ensemble des dettes s'élève à	15.978 KEur.
Contre	19.013 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Le total du bilan s'élève à 31.466 KEur. contre 35.098 KEur. pour l'exercice précédent.
Nous vous le présentons synthétiquement dans l'annexe au présent rapport.

1.2.2. Le compte de résultat

Au cours de l'exercice, nous avons réalisé	
Un chiffre d'affaires hors taxes de	25.420 KEur.
Contre	30.446 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Nous obtenons un total de produits d'exploitation de	25.558 KEur.
Contre	30.646 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Nos charges d'exploitation se sont élevées à	25.869 KEur.
Dont notamment :	
- Les achats pour	19.322 KEur.
- Les salaires pour	1.888 KEur.
Les charges sociales pour	878 KEur.
- Des amortissements et provisions pour	194 KEur.
Nous avons ainsi dégagé un résultat d'exploitation	
Avant produits et frais financiers de	-311 KEur
Contre	97 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Après prise en compte des produits et frais financiers	
Nous avons dégagé un résultat courant de	488 KEur.
Contre	-1.460 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Après des produits exceptionnels de	329 KEur.
Contre	18 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Des charges exceptionnelles de	948 KEur.
Contre	442 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Et un impôt sur les bénéfices de	-66 KEur.
Notre résultat net se traduit par un résultat de	-65 685 Eur.
Contre	-1.726.256 Eur.
Pour l'exercice précédent	

1.2.3. Evénements intervenus sur l'exercice et perspectives d'avenir

Conformément à ce qui a été annoncé l'année dernier, nous avons réalisé l'augmentation tarifaire au 1^{er} avril 2008 afin de compenser la hausse du coût des approvisionnements.

Toutefois, au second semestre de l'exercice 2008/2009, l'activité a été marquée par le recul brutal des ventes. Ces dernières ont été impactées notamment sur le Royaume-Uni, le Japon et le Canada.

Face à cette situation un plan de compression des charges et des effectifs a été activé.

La baisse du chiffre d'affaires sur le second semestre (-5,5 MEur) ne permet de couvrir les charges. Le budget de l'exercice 2008/2009 prévoit une réduction des charges et le non renouvellement des salariés missionnés.

L'exercice en cours s'annonce difficile.

Nous ne prévoyons pas de reprise de chiffre d'affaires et poursuivons nos efforts de rigueur afin de diminuer le plus possible nos charges.

1.2.4. Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière

Nous vous communiquons ci-après une analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société :

La valeur ajoutée produite sur l'exercice représente 10,89 % des ventes de l'exercice contre 11 % pour l'exercice 2007/2008.

L'excédent brut d'exploitation réalisé sur l'année 2008/2009 s'élève à -1 % des ventes contre -0,12 % pour l'exercice antérieur.

Le résultat d'exploitation est égal à -1,23 % des ventes contre 0,32 % pour l'exercice 2007/2008.

Le résultat courant avant impôt s'élève à 1,92 % des ventes contre -4,80% des ventes de l'exercice précédent.

Enfin, le résultat net de l'exercice est égal à -0,26 % contre -5,67 % des ventes de l'exercice 2007/2008.

La capacité d'autofinancement figure dans l'annexe au présent rapport.

1.3. Description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

Les facteurs significatifs des risques sont les suivants :

- Ceux liés à la commercialisation de nos produits : la société commercialise des produits assujettis à différentes réglementations. Toutes les dispositions sont prises pour s'y conformer ;
- Ceux liés au change ;
- Ceux liés à la hausse des matières premières ;
- Ceux inhérents à des litiges importants ;
- Ceux attachés aux logiciels de l'entreprise : nous sommes en cours de finalisation du nouveau système informatique.

Le Directoire assure l'identification, la quantification et la bonne gestion des risques (financiers, humains, etc...)

L'analyse des risques appelle les quelques commentaires suivants :

- Compte tenu de l'étendue de ses réseaux de distribution, la société ne connaît pas de dépendance commerciale importante vis-à-vis de ses clients, ni de risque significatif de non recouvrement : les clients en France sont essentiellement dans le CHR et l'encours unitaire par client est limité ou des grands comptes avec une qualité de signature notoire, les clients à l'export sont couverts par un contrat d'assurance crédit client recouvrement ;
- Les relations avec les fournisseurs clés sont consolidées par des accords ou des contrats annuels voire pluriannuels ;
- Les risques d'obsolescence ou de péremption des stocks n'existent pas et la rotation est relativement rapide ;
- Il n'existe aucun risque connu à ce jour lié à l'environnement.

La société a mis en œuvre une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés et révisé annuellement ces couvertures de manière à les garder en adéquation avec les risques potentiels.

1.4. Information de nature sociale

L'emploi :

Effectif total	33
Embauche selon le type de contrat de travail	CDI
Durée hebdomadaire du temps de travail	35

Ainsi qu'il est dit ci-après, un plan de réduction des effectifs a été mis en place au cours de cet exercice.

Les rémunérations :

Montant des rémunérations (en KEur.)	1 888
Charges sociales (en KEur.)	878
Intéressement (en KEur.)	0
Participation et plan d'épargne	0

La formation :

La société met en place régulièrement des formations avec des organismes habilités permettant l'octroi de subventions par des fonds européens et le Conseil régional.

Les conditions d'hygiène et de sécurité :

Du fait de l'unité économique et sociale, un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail existe au sein du groupe.

Les oeuvres sociales :

La société verse au comité d'entreprise, en sus de l'obligation légale, une somme de 1 % de la masse salariale de la société LAROCHE, de la filiale DOMAINE LAROCHE et LE VIEUX MOULIN.

1.5. Information sur l'environnement

Nous vous précisons que l'activité de notre société n'a aucun impact sur l'environnement, les ressources en eau et les matières premières.

1.6. Activités de la société en matière de recherche et de développement

Nous vous rappelons que la société n'a engagé aucun programme de recherche ni de développement au cours de l'exercice écoulé.

1.7. Prises de participation et de contrôle - sociétés contrôlées

Nos filiales ont obtenu les résultats suivants :

- La société DOMAINE LAROCHE a réalisé un chiffre d'affaires de 13.134 KEur. et a clôturé son exercice par un résultat bénéficiaire de 337 KEur. ;
- La société MAS LA CHEVALIERE a réalisé un chiffre d'affaires de 6.163 KEur. et a clôturé son exercice par un résultat déficitaire de 212 KEur. ;
- La société LAROCHE WINES LIMITED n'a réalisé aucun chiffre d'affaires et a clôturé ses comptes par un résultat bénéficiaire de 3 KEur. ;

- La société LAROCHE Inc. a réalisé un chiffre d'affaires de 55 KEur. et a clôturé son exercice par un résultat déficitaire de 8 KEur. ;
- La société LE VIEUX MOULIN a réalisé un chiffre d'affaires de 915 KEur. et a clôturé son exercice social par un résultat déficitaire de 324 KEur. ; en raison de l'importance du déficit nous avons décidé de provisionner à hauteur de sa situation nette, la créance que nous détenons, soit 814 KEur. ;
- La société LAROCHE SOUTH AFRICA a réalisé un chiffre d'affaires de 1.129 KEur. et a clôturé son exercice social par un résultat déficitaire de 166 KEur. ; l'exercice 2008/2009 n'a pas permis de développer les ventes ; l'acquisition de la propriété viticole « Sentinel » a pesé sur le résultat financier ; un mandat de vente a été signé afin de céder cette propriété au cours de l'exercice 2009/2010 ;
- La société LAROCHE CHILE LIMITADA a réalisé un chiffre d'affaires de 1.183 KEur. et a clôturé son exercice social par un résultat déficitaire de 946 KEur. ; les ventes sont restées stables par rapport à l'exercice précédent ; la mise en production des plantations nous permet d'être confiants sur l'exercice à venir ;
- La société MICHEL LAROCHE & JORGE CODERCH n'a communiqué aucun renseignement ;
- La SC CAPITAINÉ a clôturé son exercice social par un résultat déficitaire de 1 KEur ; notre société détient sur cette filiale un compte courant d'associé non rémunéré d'un montant de 321.796 Euros ; nous vous précisons que cette société détient 99,39 % des titres de la société CHATEAU ON LINE ; les comptes de cette dernière n'étant toujours pas arrêté, nous sommes dans l'impossibilité d'évaluer un quelconque risque sur nos titres de participation et la créance liée.

1.8. Modification du capital

Nous vous rappelons qu'aucune modification du capital n'est intervenue sur cet exercice.

1.9. Résultats - Affectation des résultats

La répartition des résultats que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous demandons d'affecter la perte nette comptable au compte « Autres Réserves ».

Nous vous rappelons que, pour les trois exercices précédents, les dividendes par actions mis en distribution ont été les suivants :

EXERCICES	DISTRIBUTION GLOBALE	DISTRIBUTION GLOBALE PAR ACTION	REVENU ELIGIBLE À L'ABATTEMENT
31/3/2008	103.498,90	0,05	0,05
31/3/2007	301.158,30	0,15	0,15
31/3/2006	200.042,40	0,10	0,10

1.10. Dépenses et charges non déductibles fiscalement

Nous vous demanderons d'approuver spécialement le montant global des dépenses et charges visées par l'article 39-4 du Code Général des Impôts se montant à 60.953 Euros et l'impôt théorique supporté en raison de ces dépenses et charges qui s'élève à 20.297 Euros.

1.11. Renseignements relatifs aux acquisitions d'actions de la société faite au bénéfice des salariés

La proportion du capital détenue par les salariés du groupe au titre d'une gestion collective ou dont les salariés n'ont pas une libre disposition est la suivante :

- Actions de la société figurant dans les fonds communs de placement d'entreprise dénommé GSC 959/20 : 15.530 actions conférant un droit de vote double.

Nous vous informons également que la société n'a procédé à aucun rachat de ses propres actions pour les attribuer à ses salariés, et ce, ni dans le cadre de la participation de ceux-ci aux résultats de l'entreprise, ni dans le cadre d'options d'achat d'actions.

1.12. Opérations réalisées au titre des options d'achat ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié

Nous vous précisons que l'Assemblée générale des actionnaires de la société n'a pas autorisé l'émission d'option donnant droit aux membres du personnel de la société, à la souscription d'actions dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.

Par contre le Directoire, dans sa séance du 22 juin 2006, a décidé, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 février 2006, l'attribution d'un nombre total maximum de 100.000 actions gratuites, sans valeur nominale au profit de bénéficiaires désignés.

Le Directoire a fixé la durée de la période d'acquisition au 30 juin 2010 et la période de conservation des actions, à compter de leur attribution définitive, à deux années.

1.13. Informations concernant les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de la loi, nous vous indiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions, exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice :

- Président du Directoire : Monsieur Michel LAROCHE
Nommé par le Conseil de surveillance du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés :
 - . Président-Directeur général et administrateur de SA DOMAINE LAROCHE
 - . Président-Directeur général et administrateur de SA MAS LA CHEVALIERE
 - . Gérant de S C L. B. HOLDING

- . Gérant de la SCI DU DOMAINE LAROCHE
 - . Gérant de la SARL LE VIEUX MOULIN
 - . Gérant de LAROCHE CHILE LIMITIDA
 - Directeur de LAROCHE SOUTH AFRICA
-
- Membre du Directoire : Madame Gwénaél LAROCHE
Nommée membre du Directoire par le Conseil de surveillance du 20 septembre 2007
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés :
 - . Administrateur de SA DOMAINE LAROCHE
 - . Administrateur de SA MAS LA CHEVALIERE
-
- Vice-Président du Conseil de surveillance : Madame Françoise DUPRESSOIR
Nommée membre du Conseil par l'Assemblée générale ordinaire du 20 septembre 2007 et Vice-Président par le Conseil de surveillance du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2007,
Mandats détenus dans d'autres sociétés : Néant
-
- Conseiller : Monsieur Philippe SIMON
Nommé membre du Conseil par l'Assemblée générale ordinaire du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés : Néant
-
- Conseiller : Monsieur François FAURE
Nommé membre du Conseil par l'Assemblée générale ordinaire du 20 septembre 2007,
Date d'expiration du mandat : 2013,
Mandats détenus dans d'autres sociétés : Néant

En outre, le présent rapport doit rendre compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés à chaque mandataire social durant l'exercice écoulé, tant par la société elle-même que par les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce. En conséquence, vous trouverez ces informations, concernant les membres du Directoire, dans le tableau attaché au présent rapport.

Aucune rémunération n'a été versée aux membres du Conseil de surveillance. Aucune prime de départ, ni aucun régime de retraite complémentaire n'est prévu au profit des membres du Conseil de surveillance de la société.

1.14. Jetons de présence

Les membres du Conseil de surveillance n'ont perçu aucun jeton de présence au titre de l'exercice écoulé et n'en sollicitent pas pour l'exercice en cours.

1.15. Actionnariat et vie sociale

Nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, ou des dix-neuf vingtième du capital social ou des droits de vote aux Assemblées générales :

Principaux actionnaires	% du capital	% des droits de vote
M. Michel LAROCHE	12,67	16,29
LB HOLDING	37,69	53,83

Aucune opération, visée aux articles L. 621-18-2 du Code de commerce et 223-26 du règlement général de l'AMF, n'a été réalisée par les dirigeants sur leurs titres

1.16. Conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce

Nous vous demandons également d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce régulièrement autorisées par votre Conseil.

Vos Commissaires aux comptes ont été informés de ces conventions. Ils vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans le rapport spécial qui sera lu dans quelques instants.

1.17. Situation des mandats des administrateurs et des Commissaires aux comptes

Nous vous rappelons qu'aucun mandat de membre du Conseil de surveillance ou de Commissaires aux comptes n'est venu à expiration.

1.18. Documents annexés au présent rapport

Nous vous précisons que sont joints au présent rapport :

- Le tableau prévu à l'article R. 225-102 du Code de commerce et faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices,
- Le rapport spécial sur les procédures de contrôle interne prévu à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

1.19. Travaux des Commissaires aux comptes

Vos Commissaires aux comptes relatent par ailleurs dans leur rapport, l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue par la loi.

2. Sur les comptes consolidés du groupe

2.1. Présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés que nous vous présentons arrêtés au 31 mars 2009 comprennent un bilan consolidé, un compte de résultat consolidé et une annexe. Ils ont été établis selon la méthode de l'intégration globale ou de l'intégration proportionnelle, selon les cas, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels consolidés applicables en France.

2.1.1. Périmètre de consolidation

Nous vous informons que les sociétés LAROCHE, DOMAINE LAROCHE, MAS LA CHEVALIERE, LAROCHE WINES LIMITED, LAROCHE INCORPORATED, SCI DU DOMAINE LAROCHE, LAROCHE SOUTH AFRICA, LAROCHE CHILE LIMITADA et le VIEUX MOULIN sont comprises dans le périmètre de consolidation.

La société MICHEL LAROCHE & JORGE CODERCH, contrôlée à 47 %, n'a plus d'activité et n'est plus consolidée depuis le 31 mars 2006.

2.1.2. Situation et activité du groupe au cours de l'exercice écoulé

2.1.2.1. L'actif et le passif consolidés

2.1.2.1.1. Le bilan consolidé actif

Afin de vous permettre d'analyser la situation de la société, nous vous proposons de mesurer, par rapport à l'exercice précédent, l'évolution des grands postes du bilan consolidés :

Les immobilisations incorporelles consolidées	
S'élèvent à	310 KEur.
Contre	458 KEur.
Au cours de l'exercice précédent	

Les immobilisations corporelles consolidées	
S'élèvent à	29.224 KEur.
Contre	30.203 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Les immobilisations financières consolidées	
S'élèvent à	1.520 KEur.
Contre	2.076 KEur.
Pour l'exercice précédent	

Les stocks consolidés s'élèvent à	14.224 KEur.
Contre	14.075 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Les créances consolidées	
S'élèvent à	7.465 KEur.
Contre	9.878 KEur.
Pour l'exercice précédent	
La trésorerie consolidée s'élève à	1.219 KEur.
Contre	611 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Les charges constatées d'avance s'élèvent à	282 KEur.
Contre	557 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Le total de l'actif circulant consolidé s'élève à	23.189 KEur.
Contre	25.124 KEur.
Pour l'exercice précédent	

2.1.2.1.2. Le bilan consolidé passif

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à	13.835 KEur.
Contre	15.892 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Les intérêts minoritaires s'élèvent à	2 KEur.
Contre	2 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Les provisions consolidées s'élèvent à	1.829 KEur.
Contre	1.445 KEur.
Pour l'exercice précédent	
L'ensemble des dettes consolidées	
S'élève à	38.578 KEur.
Contre	40.521 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Le total du bilan consolidé s'élève à	54.244 KEur.
Contre	57.858 KEur.
Pour l'exercice précédent	

2.1.2.2. Le compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires hors taxe consolidé s'élève à	27.299 KEur.
Contre	32.816 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Les produits d'exploitation consolidés s'élèvent à	27.778 KEur.
Contre	31.621 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Les charges d'exploitation consolidées s'élèvent à	27.738 KEur.
Contre	30.245 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Elles comprennent notamment :	
- Les achats pour	11.850 KEur.
- Les autres charges externes pour	6.139 KEur.
- Les impôts et charges pour	992 KEur.
- Les salaires et traitements pour	4.523 KEur.
- Les charges sociales pour	1.817 KEur.
- Les amortissements et provisions pour	1.862 KEur.
Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à	40 KEur.
Contre	1.375 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Après produits et frais financiers consolidés	
Le résultat courant avant impôt consolidé est de	-1.312 KEur.
Contre	-77 KEur.
Pour l'exercice précédent	
Après produits exceptionnels de	857 KEur.
Et charges exceptionnelles de	1.036 KEur.
Un impôt sur les bénéfices de	40 KEur.
Un impôt différé de	79 KEur.
Le bénéfice consolidé du groupe s'élève à	-1.619 KEur.
Contre	-604 KEur.
Pour l'exercice précédent	

2.3. Evénements intervenus sur l'exercice et perspectives d'avenir

Le budget 2008/2009 prévoyait déjà un plan de rigueur en précisant le non renouvellement des départs volontaires des salariés, la réduction des investissements et la réduction des budgets de communication et publicitaire

Le groupe a pratiqué un relèvement tarifaire au 1^{er} avril 2008 afin de compenser la hausse de l'ensemble des matières premières.

Après un 1^{er} semestre qui a fait ressortir un résultat bénéficiaire de l'ordre de 400 KEur ; le second semestre est marqué par le ralentissement brutal de l'activité notamment sur les marchés japonais, britanniques et canadiens, et par la défaillance de distributeurs (USA, Islande Russie, Inde).

La baisse du chiffre d'affaires de 5,5 MEur. entraîne une compression de la marge brute de 1,9 KEur et des charges d'exploitation de 1,2 MEur.

Notre résultat d'exploitation est en régression de 1,3 MEur. par rapport à l'exercice précédent.

Face à cette situation, nous pris les mesures en mettant en œuvre un plan de réduction des effectifs (licenciement de 13 personnes et 6 départs volontaires non renouvelés).

Compte tenu de ce contexte économique perturbé et afin d'assurer la poursuite du développement de sa stratégie, le groupe a signé un accord de conciliation avec l'ensemble de ses banques. Cet accord a été homologué par le Tribunal de commerce le 14 janvier 2009. Cet accord a pour principaux effets :

- La suspension du remboursement en capital de tous ses financements à moyen et long terme jusqu'au 31 mars 2010 ;
- Un rééchelonnement de sa dette bancaire moyen et long terme adapté aux circonstances économiques qui prévalent à l'heure actuelle ;
- La mise en place d'une nouvelle ligne de financement à moyen terme pour un montant de 3,5 M€ auprès de son pool bancaire.

Dans le litige opposant le groupe à la société chilienne MICHEL LAROCHE & JORGE CODERCH, un accord est intervenu et entraîne les conséquences suivantes :

- Augmentation de la provision pour dépréciation des titres de 551 KEur (soit une dépréciation de 100 %),
- Annulation des dettes fournisseurs MICHEL LAROCHE & JORGE CODERCH enregistrée en produits exceptionnels pour 290 KEur.,
- Annulation des créances clients MICHEL LAROCHE & JORGE CODERCH enregistrée en charges exceptionnelles pour 105 KEur.,
- Comptabilisation d'une indemnité en faveur de la partie adverse pour un montant de 263 KEur.

Cet accord permet à la société DOMAINE LAROCHE de constater un produit exceptionnel de 418 KEur. correspondant à l'annulation des dettes fournisseurs MICHEL LAROCHE & JORGE CODERCH.

L'année 2009/2010 s'annonce difficile. Nous prévoyons une nouvelle baisse du chiffre d'affaires.

Nous avons donc établi un budget de rigueur stipulant la réduction au maximum les dépenses, le gel des salaires, la réduction des investissements, une gestion drastique des stocks.

Nous constatons la baisse générale des ventes sur les produits « haut de gamme » ICON ET PLATINIUM entraînant une détérioration de la marge brute produite.

L'exercice est caractérisé par le prix d'achat élevé du coût des matières premières. Nous nous attendons à partir de la vendange 2009 à une chute du cours des approvisionnements en particulier sur les vins de Chablis.

Face à la concurrence le groupe sera amené à faire des rabais ou des promotions.

L'objectif est de maintenir nos positions dans un marché concurrentiel.

2.4. Flux de trésorerie

Vous trouverez en annexe au présent rapport, les flux de trésorerie opérés au cours du dernier exercice social.

2.5. Mission des Commissaires aux comptes

Vos Commissaires aux comptes relatent l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue par la loi quant à la vérification de ces comptes consolidés.

3. Présentation des résolutions

Conformément à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, nous allons soumettre à votre approbation les résolutions suivantes :

1^{er} résolution :

Nous vous demandons d'approuver les comptes annuels au 31 mars 2009, de prendre acte des dépenses ayant trait aux charges non déductibles visées à l'article 39-4 du CGI et donner quitus aux mandataires sociaux.

2^{ème} résolution :

Nous vous demandons d'approuver les comptes consolidés au 31 mars 2009.

3^{ème} résolution :

Nous vous demandons d'approuver les conventions réglementées.

4^{ème} résolution :

Nous proposons l'affectation du résultat de l'exercice.

Au bénéfice de tout ce qui vous a été exposé, nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignerez en approuvant les comptes de cet exercice et en adoptant les résolutions qui vous sont proposées.

Le Directoire

COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2009

COMPTE DE RESULTAT

EN EURO

Rubriques	31/03/2009	31/03/2008
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France	5 384 514	5 679 673
Ventes de marchandises Export	19 982 296	24 991 294
Production vendue de biens France	1 188 187	1 187 318
Production vendue de biens Export	245 894	235 175
Production vendue de services France	404 985	667 342
Production vendue de services Export	92 626	55 019
TOTAL I	27 298 502	32 815 821
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée	222 349	-1 556 311
Production immobilisée	33 390	23 860
Subventions d'exploitation	20 268	3 072
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	196 576	325 814
Autres produits	7 075	8 523
TOTAL II	479 658	-1 195 042
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	484 268	558 121
Variation de stock de marchandises	3 176	11 344
Achats de matières premières et autres appro.	11 849 774	13 568 183
Variation de stock matières premières et appro.	65 909	128 808
Autres achats et charges externes	6 139 848	6 884 060
Impôts, taxes et versements assimilés	992 188	862 221
Salaires et traitements	4 523 358	4 498 141
Charges sociales	1 817 569	2 002 215
Dotations aux amortissements immobilisations	1 743 209	1 707 784
Dotations aux provisions immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant	114 617	1 320
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	3 887	22 880
TOTAL III	27 737 803	30 245 077
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	40 357	1 375 702
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		

COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2009
COMPTE DE RESULTAT
EN EURO

Rubriques	31/03/2009	31/03/2008
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	40 711	16 849
Prod. des autres val. mobilières et créances de l'actif immo.		21 080
Autres intérêts et produits assimilés	388 986	92 135
Reprises sur provisions, transferts charges		
Différences positives de change	299 365	576 962
Prod. nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion	15	16
TOTAL IV	729 077	707 042
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilés	1 826 650	1 880 402
Différences négatives de change	254 799	280 166
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Ecart de conversion	13	3
TOTAL V	2 081 462	2 160 571
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-1 352 385	-1 453 529
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-1 312 028	-77 827
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 200	
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	846 565	281 794
Reprises provisions, transferts charges		
TOTAL VI	856 765	281 794
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 922	439 412
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	215 935	65 768
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions	814 076	434 571
TOTAL VII	1 035 933	939 751
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	-179 168	-657 957
Impôts dus sur les bénéfices	40 482	-25 325
Impôts différés sur les bénéfices	79 036	-114 023
TOTAL VIII	119 518	-139 348
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	29 344 002	32 609 615
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	30 974 716	33 206 051
Liaison Résultat	1	
Résultat des sociétés intégrées	-1 610 714	-596 436
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions	8 328	8 328
Résultat d'ensemble consolidé	-1 619 043	-604 764
Résultat groupe	-1 619 111	-604 727
Résultat hors groupe	68	-37
Résultat par action	-0,80644	-0,30120
Résultat dilué par action	-0,80644	-0,30120
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	-0,80229	-0,29705

COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2009

BILAN CONSOLIDE

EN EURO

ACTIF	31/03/2009	31/03/2008
ECART D'ACQUISITION I	96	97
Capital souscrit non appelé II		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement		
Frais de recherche et développement		
Concessions, brevets, droits similaires	310 106	457 596
Fonds commercial		
Autres immobilisations incorporelles		
Avances,acomptes immob. incorpor.		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains	15 784 460	15 777 808
Constructions	8 056 026	8 488 549
Installations techniq., matériel, outillage	4 615 128	4 983 850
Autres immobilisations corporelles	729 125	904 151
Immobilisations en cours	39 702	48 620
Avances et acomptes		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Titres de participations	5 092	553 076
Actifs nets en cours de cession		
Participations par mise en équivalence		
Créances rattachées à participations		
Autres titres immobilisés	59 589	59 589
Prêts	868 011	844 329
Autres immobilisations financières	587 079	619 354
TOTAL III	31 054 318	32 736 922
STOCKS ET EN-COURS		
Matières premières, approvisionnement	607 902	653 271
En-cours de production de biens	1 124 386	1 068 222
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis	12 426 769	12 285 379
Marchandises	64 597	67 774
Avances,acomptes versés/commandes	1 737 676	1 758 006
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	1 854 534	2 867 620
Actifs d'impôt différé	163 750	124 880
Autres créances	3 709 080	5 130 043
Capital souscrit et appelé, non versé		
DIVERS		
Valeurs mobilières de placement		
Actions propres		
Disponibilités	1 218 512	611 327
COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	281 886	557 348
Liaison Bilan	1	
TOTAL IV	23 189 093	25 123 870
Charges à répartir/plrs exercices V		
Primes rembours des obligations VI		
Écarts de conversion actif VII		
Écarts arrondi actif VIII	911	18
TOTAL GENERAL (I à VIII)	54 244 418	57 860 907

COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2009

BILAN CONSOLIDE

EN EURO

PASSIF	31/03/2009	31/03/2008
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	10 349 890	10 349 890
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 002 639	3 002 638
Ecart de réévaluation		
Ecart de réévaluation groupe		
Réserve légale	297 583	297 583
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	181 164	2 010 918
Réserve du groupe	2 400 611	1 839 023
Ecart de conversion groupe	-777 216	-1 002 831
Report à nouveau		
RESULTAT GROUPE	-1 619 111	-604 727
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
TOTAL I	13 835 560	15 892 494
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	1 668	2 057
Ecart de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	68	-37
TOTAL II	1 736	2 020
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL III		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	263 000	
Provisions pour charges		
Provisions pour passif d'impôt différé	1 565 915	1 445 382
TOTAL IV	1 828 915	1 445 382
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 841 073	13 095 557
Concours bancaires courants	11 975 111	12 464 390
Emprunts en crédit bail		
Emprunts et dettes financières divers	1 016 126	1 059 319
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	365 259	32 406
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 596 504	8 300 653
Dettes fiscales et sociales	1 593 411	1 935 732
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	48 011	87 229
Autres dettes	2 005 780	3 252 837
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	136 927	292 872
TOTAL V	38 578 202	40 520 995
Ecart de conversion passif		
Ecart arrondi passif	5	16
TOTAL GENERAL (I à VII)	54 244 418	57 860 907

COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2009
COMPTE DE RESULTAT (1/2)
EN EURO

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/03/2009</i>	<i>31/03/2008</i>
Ventes de marchandises	5 044 635	19 985 627	25 030 263	29 929 209
Production vendue de biens				
Production vendue de services	119 376	269 933	389 309	516 914
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	5 164 012	20 255 560	25 419 572	30 446 123
Production stockée				(14 130)
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			138 215	213 745
Autres produits			72	249
PRODUITS D'EXPLOITATION			25 557 859	30 645 988
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			18 448 379	22 064 946
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			874 069	1 317 234
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			3 328 519	3 701 958
Impôts, taxes et versements assimilés			257 139	315 070
Salaires et traitements			1 887 874	2 035 681
Charges sociales			877 598	1 032 162
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			80 071	76 524
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			113 730	1 320
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			2 042	3 537
CHARGES D'EXPLOITATION			25 869 422	30 548 432
RESULTAT D'EXPLOITATION			(311 563)	97 556
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 646 612	588 580
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				(2 187)
Autres intérêts et produits assimilés			414	(98)
Reprises sur provisions et transferts de charges			680 078	0
Différences positives de change			196 201	203 676
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 523 304	789 970
Dotations financières aux amortissements et provisions			825 046	1 519 385
Intérêts et charges assimilées			710 443	668 623
Différences négatives de change			188 596	159 979
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 724 085	2 347 987
RESULTAT FINANCIER			799 219	(1 558 016)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			487 656	(1 460 461)

COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2009

COMPTE DE RESULTAT (2/2)

EN EURO

<i>Rubriques</i>	<i>31/03/2009</i>	<i>31/03/2008</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 200	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	319 051	18 100
Reprises sur provisions et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	329 251	18 100
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 592	831
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	130 574	6 763
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	814 076	434 571
CHARGES EXCEPTIONNELLES	948 242	442 165
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(618 991)	(424 065)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(65 650)	(158 270)
TOTAL DES PRODUITS	28 410 414	31 454 058
TOTAL DES CHARGES	28 476 099	33 180 313
BENEFICE OU PERTE	(65 685)	(1 726 255)

COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2009

BILAN
EN EURO

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/03/2009</i>	<i>31/03/2008</i>
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	242 229	147 239	94 990	152 236
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 286 735		2 286 735	2 286 735
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	90 851	52 438	38 414	61 790
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	15 257 023	1 135 647	14 121 376	14 669 361
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	20 008		20 008	20 008
Prêts	1 755 812		1 755 812	1 720 788
Autres immobilisations financières	365 745		365 745	395 372
ACTIF IMMOBILISE	20 018 404	1 335 324	18 683 081	19 306 290
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	245 862		245 862	36 879
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	2 101 565	114 172	1 987 393	3 038 514
Autres créances	9 469 919	814 264	8 655 655	9 977 035
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	282 567		282 567	441 293
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	179 268		179 268	197 265
ACTIF CIRCULANT	12 279 182	928 437	11 350 745	13 690 986
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	1 432 166		1 432 166	2 101 461
TOTAL GENERAL	33 729 751	2 263 760	31 465 991	35 098 738

COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2009

BILAN
EN EURO

Rubriques	31/03/2009	31/03/2008
Capital social ou individuel (dont versé : 10 349 890)	10 349 890	10 349 890
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 002 639	3 002 639
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	297 583	297 583
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	181 164	2 010 918
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(65 685)	(1 726 255)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	13 765 590	13 934 774
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 695 165	2 101 461
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 695 165	2 101 461
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 574 714	1 164 457
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 365	27 844
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 876 469	6 327 705
Dettes fiscales et sociales	711 907	917 315
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 347	10 317
Autres dettes	6 809 264	10 565 675
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	15 978 066	19 013 312
Ecarts de conversion passif	27 170	49 190
TOTAL GENERAL	31 465 991	35 098 738

Résultat de l'exercice en centimes

-65 684.96

Total du bilan en centimes

31 465 991.00

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Participation Forme et Nationalité	Capital Social / Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en % / Dividendes encaissés	Valeur brute des titres / Valeur nette des titres	Prêts, avances, cautions	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice social
SA DOMAINE LAROCHE (France)	1 000 000 7 170 914	99,99 % 1 499 685	8 346 035 8 346 035	65 650 2 181 120	13 134 803	337 022
SA MAS LA CHEVALIERE (France)	2 500 000 3 195 240	99,99 % 0	2 499 761 2 499 761	4 340 000	6 163 198	-211 926
SARL LE VIEUX MOULIN (France)	150 000 -814 264	100 % 0	150 000 0	1 151 978	914 836	-323 881
LAROCHE WINES Ltd (GB)	122.618	100 % 0	122 553 122 553	22 954	0	3 782
LAROCHE inc. (USA)	1.220.926	100 % 0	1 388 790 1 388 790	0	55 682	-8 248
LAROCHE CHILE LIMITIDA (Chili)	788.639	100 % 0	788 639 788 639	3 903 423 150 000	1 183 890	-946 415
LAROCHE SOUTH AFRICA ESTATES (Afrique du Sud)	1.902.950	51 % 0	970 504 970 504	2 780 863 300 000	1 129 565	-165.924
MICHEL LAROCHE ET JOGE CODERCH (Chili)	2.002.842	47 % 0	985.647 551 076	0	NC	NC
SC CAPITAINE (France)	6 500 5 419	30,77 % 0	2 000 2 000	321 706	NC	-1 081

RESULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice (en mois)	31/03/2005	31/03/2006	31/03/2007	31/03/2008	31/03/2009
	12	12	12	12	12
Capital de fin d'exercice					
Capital social	8 573 240	8 573 240	10 038 610	10 349 890	10 349 890
Nbr d'actions	857 324	1 714 648	2 007 722	2 069 978	2 069 978
Nbr d'actions à dividendes prioritaires	0	0	0	0	0
Nbr maximum d'actions à créer	0	0	0	0	0
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires HT	4 795 778	4 544 276	28 853 329	30 446 123	25 419 572
Résultat avant impôt, Participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	287 876	-186 277	292 569	140 671	1 019 584
Impôts sur les bénéfices	-208 253	-130 955	-535 110	-158 270	-65 650
Dotation aux amortissements et provisions	54 359	22 885	790 475	2 025 196	1 150 919
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Résultat net après impôt	441 770	-78 207	37 205	-1 726 255	-65 685
Résultat distribué	171 465	200 024	301 158	103 498,90	0
Résultat par actions					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,58	0,03	0,41	0,14	0,52
Résultat après impôt, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	0,52	-0,45	0,02	-0,83	-0,03
Dividende net attribué à chaque action	0,20	0,10	0,15	0,05	0
Personnel					
Effectif moyen de l'exercice	42	44	45,75	43	33
Montant de la masse salariale	1 796 171	1 798 228	1 843 655	2 035 681	1 887 874
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (charges sociales, prévoyance, œuvres sociales, etc...)	762 858	889 529	1 003 055	1 032 162	877 598

DBA Audit
58bis rue Chaussée d'Antin
75009 - PARIS

LEDOUBLE SA
15, rue d'Astorg
75008 – PARIS

SA LAROCHE

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

--

Exercice clos le 31 mars 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2009 :

- le contrôle des comptes de la société anonyme LAROCHE SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire du 30 juin 2009. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note I A) de l'annexe qui expose l'existence d'une incertitude relative à la convention de continuité de l'exploitation.

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 mars 2009. La très grande volatilité sur les marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions sur les marchés financiers devenus inactifs ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce.

Continuité d'exploitation :

- Dans le cadre de nos appréciations des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information appropriée sur la situation de la société au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées, nous nous sommes assurés de la cohérence de l'évolution de la trésorerie et du financement avec les prévisions justifiant le maintien du principe de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes annuels.

Nous n'avons pas été informés, entre la date d'arrêté des comptes et la date de signature du présent rapport, d'évolutions défavorables significatives de nature à modifier notre appréciation de la continuité de l'exploitation.

Valorisation des titres de participation et des créances rattachées

- La note intitulée « Titres de participation » décrit les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation de ces titres à la date de clôture. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.


A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Fait à Paris, le 31 août 2009.

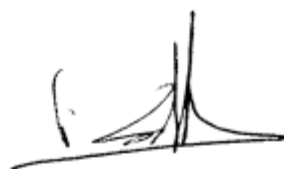
Les commissaires aux comptes,

DBA Audit



Laurent ECHAUZIER

LEDOUBLE SA



Frédéric LEDOUBLE

Commissaires aux comptes,
Membres de la Compagnie de Paris

PREMIERE RESOLUTION – Approbation des comptes sociaux de l'exercice et quitus au Directoire

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire, des Commissaires aux comptes et du Conseil de surveillance sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2009, approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils ont été présentés.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports ainsi que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élevant à 60.953 Euros et l'impôt théorique correspondant se montant à 20.297 Euros.

L'Assemblée générale donne en conséquence, aux membres du Directoire, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice approuvé.

DEUXIEME RESOLUTION – Approbation des comptes consolidés de l'exercice

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2009, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un résultat déficitaire du groupe de 1.619.489 Euros.

TROISIEME RESOLUTION – Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-86 du Code de commerce, approuve l'énoncé et le contenu dudit rapport et par voie de conséquence les opérations et conventions qui s'y trouvent visées.

QUATRIEME RESOLUTION – Affectation du résultat

L'Assemblée générale, sur la proposition du Directoire, décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice, soit la somme de 65.684,96 Euros, au compte « Autres Réserves ».

L'Assemblée générale reconnaît en outre que le rapport de gestion mentionne, pour les trois exercices précédents, les dividendes mis en distribution, à savoir :

EXERCICES	DISTRIBUTION GLOBALE	DISTRIBUTION GLOBALE PAR ACTION	REVENU ELIGIBLE À L'ABATTEMENT
31/3/2008	103.498,90	0,05	0,05
31/3/2007	301.158,30	0,15	0,15
31/3/2006	200.042,40	0,10	0,10

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, par un autre actionnaire ou par son conjoint, les actionnaires devront être inscrits en compte cinq jours au moins avant la réunion. Ils n'auront aucune formalité à remplir et ils seront admis à l'Assemblée générale sur simple justification de leur identité.

L'établissement financier centralisateur de cette Assemblée est NATIXIS pour compte de CACEIS Corporate Trust – Servies Assemblées – 10, rue des Roquemonts – 14099 CAEN Cedex, tient à cette adresse, à la disposition des intéressés, sur leur demande, un document unique de vote par correspondance ou par procuration.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires, complétés et signés, parvenus au siège social de la société ou à NATIXIS pour compte de CACEIS Corporate Trust, trois jours au moins avant la date de l'Assemblée, par voie postale ou par télécopie. Il est rappelé que le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration et inversement.

Le Directoire

LAROCHE

**Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 10.349.890 Euros**

SIEGE SOCIAL : CHABLIS (Yonne) L'Obédiencerie - 22, rue Louis Bro

317 356 574 R.C.S. AUXERRE - SIRET 317 356 574 00036

**RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 16 SEPTEMBRE 2009**

Chers actionnaires,

Le Directoire de notre société vous a convoqués à une Assemblée générale ordinaire conformément à la loi et à nos statuts afin :

- D'une part, de vous exposer l'activité de la société et celle du groupe au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009, les résultats de la société et ceux du groupe, les difficultés rencontrées et les perspectives d'avenir, et de vous fournir les autres informations prescrites par la loi,
- Et, d'autre part, de soumettre à votre approbation les comptes sociaux de cet exercice et l'affectation du résultat.

Lecture du rapport du Directoire vous a été faite par Monsieur Michel LAROCHE, son Président.

Vous avez, par ailleurs, entendu la lecture des rapports des Commissaires aux comptes sur l'exercice de leur mission de vérification et de contrôle des comptes sociaux et comptes consolidés ainsi que sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce.

Conformément à l'article L. 225-68 du Code de commerce, nous vous présentons nos observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice.

1. Le rapport du Directoire

Nous vous précisons que :

- Le Directoire a tenu périodiquement informé le Conseil de surveillance des opérations sociales et de leurs résultats par, notamment, la présentation de rapports trimestriels,

- Le compte de résultats, le bilan et l'annexe ainsi que les comptes consolidés ont été communiqués au Conseil de surveillance dans le délai de trois mois à compter de la clôture de l'exercice conformément à la loi,
- Les informations données dans le rapport de gestion du Directoire et les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière n'appellent aucune remarque de la part du Conseil de surveillance.

2. Les comptes de l'exercice

Nous n'avons aucune observation à formuler sur les comptes sociaux et consolidés arrêtés le 31 mars 2009.

Le Conseil de surveillance ne voit donc pas d'objection aux propositions du Directoire faites à l'Assemblée générale concernant l'affectation du résultat de l'exercice.

Fait à CHABLIS
Le 30 juin 2009

**RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION
ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL AINSI QUE SUR LES PROCEDURES DE
CONTROLE INTERNE PRESENTE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 16 SEPTEMBRE 2009**

Chers actionnaires,

En complément du rapport de gestion, nous vous rendons compte, dans le présent rapport spécial, conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce, des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre Conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

1. Description de la société et du groupe

1.1. Activités

La société gère des participations dans des sociétés qui produisent et/ou commercialisent des vins.

1.2. Organisation

Un organigramme hiérarchique et fonctionnel définissant les rôles et les domaines de responsabilités des dirigeants et des salariés du groupe, est mis à jour régulièrement en tenant compte des évolutions du personnel et des variations des périmètres de responsabilités.

2. Procédures de contrôle interne

2.1. Préambule

Le contrôle interne se définit par l'ensemble des politiques et procédures de contrôle interne mises en œuvre par la direction d'une entité en vue de s'assurer, dans la mesure du possible, la gestion rigoureuse et efficace de ses activités.

Ces procédures impliquent :

- le respect des politiques de gestion,
- la sauvegarde des actifs,
- la prévention et la détection des fraudes et erreurs,
- l'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables,
- l'établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Cependant, bien que l'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier, comme tout système de contrôle, le système de contrôle interne ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Les procédures mises ont été bouleversées du fait de la mise en place des nouveaux systèmes d'information.

2.2. Présentation des principaux facteurs de risque

Eu égard à l'activité et à l'organisation de la société, et en réponse aux objectifs du contrôle interne énumérés ci-dessus, il apparaît que les principaux facteurs de risques de la société reposent sur :

- Le recensement, le suivi et l'évaluation des stocks de matières premières et de produits finis,
- Le recensement, et la dépréciation des éléments constituant l'état du patrimoine immobilisé,
- Le suivi des comptes « clients »,
- Le suivi et l'évaluation des engagements dans le cadre du cycle « Achats – Fournisseurs ».

Un accent est mis de manière spécifique sur ces zones de risques par la direction financière dans le cadre de l'élaboration de l'information financière et comptable destinée aux actionnaires.

2.3. Gestion et présentation des principales procédures de contrôle interne

2.3.1. Les acteurs du contrôle interne

L'ensemble des procédures et des outils de contrôle interne mis en place au sein de la société repose sur une équipe composée :

- D'un comité d'approbation des procédures composé de Monsieur Michel LAROCHE, en qualité de Directeur Général, et Monsieur Christophe JUAREZ, en qualité de Secrétaire Général,
- D'un comité de vérification des procédures édictées composé de Monsieur Jacky DEGOUSSE, en qualité de Directeur Financier, de Madame Agnès BERNARD, en qualité de Chef Comptable,
- Des rédacteurs des différentes procédures en fonction de leur responsabilité et de la nature des procédures rédigées. Ces rédacteurs sont essentiellement Monsieur Antoine MAROIS, en qualité de contrôleur de gestion, Madame Florence CHAMOND en qualité de responsable du système qualité et Madame Agnès BERNARD, en qualité de chef comptable.

Notre groupe dispose :

- D'un Comité Opérationnel composé des principaux responsables fonctionnels qui se réunit mensuellement.
- D'un Comité de Direction composé des membres du Directoire et les directeurs de services, il se réunit chaque trimestre,
- D'un Comité de Direction qualité composé de la responsable qualité, du Directeur général et des responsables des services.

Le rôle du Comité de Direction est :

- D'examiner, contrôler, valider et réviser le budget annuel.
- D'examiner et de statuer sur les améliorations organisationnelles et fonctionnelles du groupe,
- Définir la politique salariale du groupe et valider les rémunérations.

A cet égard, nous vous précisons ci-après le montant des rémunérations et des avantages en nature octroyés aux mandataires sociaux du groupe :

Le rôle du Comité Opérationnel est d'analyser et de commenter les reporting mensuels financiers et opérationnels établis par le contrôle de gestion et d'apporter si nécessaire les mesures correctives.

Le rôle du Comité de Direction qualité est de suivre et piloter les indicateurs qualité, de gérer les réclamations clients, d'apporter des actions correctives et de faire progresser le système qualité.

2.3.2. Les outils et les procédures du contrôle interne

Le contrôle interne de notre société repose sur un ensemble de recueils composé :

- D'un manuel de procédures administratives et comptables décrivant l'ensemble des procédures qui garantissent la réalisation et la sécurisation de l'information financière produite,
- D'un manuel de gestion définissant d'une part les modalités d'élaboration et de validation des procédures budgétaires et reporting, et d'autre part les conditions d'utilisation et de mise à jour du système d'information utilisé,

- D'un système qualité décrivant la politique de management de la qualité mise en place par la Direction de la société.

L'ensemble de ces documents sont regroupés sous une base de gestion documentaire (Intraqual Doc) accessible par l'ensemble des salariés de la société en mode intranet.

Leur mise à jour est effectuée directement sur la base dédiée après validation par les différents responsables en charge des référentiels.

Ces procédures sont appliquées dans la gestion courante de notre groupe avec notamment une centralisation de la facturation sur la société mère et une valorisation des stocks basée sur la méthode du PMP par stade de fabrication.

2.4. Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

2.4.1. Organisation de la fonction comptable et financière

Les fonctions administratives et comptables de notre Groupe sont gérées de manière centralisée sur le site de l'Obédiencerie à Chablis, ce qui nous permet une meilleure efficacité et plus grande homogénéité du traitement de l'information comptable.

Notre service administratif et comptable comprend 12 personnes dont une est située sur le site de production de Béziers. Ce service traite les aspects administratif et comptable de l'ensemble des sociétés du groupe. Le rôle de chacun est défini au travers de fiches de poste, régulièrement actualisées et intégrées dans le référentiel de contrôle interne.

Le site de Béziers est placé directement sous la responsabilité de Madame Agnès BERNARD, chef comptable, en charge principalement du traitement comptable des stocks de matières et de produits finis (suivi des stocks, inventaire, valorisation...), et des immobilisations (recensement, suivi des entrées / sorties, durées d'amortissement...) et vérification de la caisse.

Les autres sites de stockage et de production sont placés sous la responsabilité de Monsieur Jacky DEGOUSSE, Directeur administratif et financier.

L'ensemble de la production des informations comptables, fiscales et de gestion est réalisé par nos équipes : saisie comptable, gestion des ressources humaines, gestion de la paie et des charges sociales, gestion complète des immobilisations, établissement des déclarations fiscales et consolidation comptable.

La comptabilité générale est tenue sous le système intégré MOVEX. La paie est tenue que le progiciel HORSYS avec badgeuses. Une GPEC est actuellement en cours de développement

Les liasses fiscales sont gérées sous le logiciel ETAFI DECISIV.

La consolidation est réalisée avec l'aide du logiciel ETAFICONSO par interface directe.

Les immobilisations sont gérées sous le progiciel ABEL IMMOBILISATIONS relié directement au système comptable par une interface.

La gestion commerciale, achats stocks et suivi de fabrication sont gérés par MOVEX. Les achats stockés et tous les engagements de dépenses récurrents sont gérés par engagement et sont validés directement lors de la réception des marchandises ou de la validation de l'ordre d'achat.

Le système informatique est centralisé à Chablis pour l'ensemble du groupe.

Les sauvegardes sont réalisées chaque jour avec réplication de données sur un disque miroir avec un autre serveur sur un site distant pour une meilleure protection de nos données.

En fonction des besoins de notre activité, et afin de garantir :

- D'une part les principaux actifs de notre société (marque, stocks)
- D'autre part d'anticiper et/ou de gérer les risques de litige (contrats de distribution, fiscalité, social),
- Et enfin de garantir une information financière fiable et de qualité à nos actionnaires (comptes sociaux, comptes consolidés),

Notre groupe a recours systématiquement à des professionnels extérieurs, spécialisés dans chacun de leurs domaines.

2.4.2. Système d'information, reporting, et contrôle budgétaire

Notre groupe dispose de procédures (cf. 2.3.2. – Les outils du contrôle interne) bien définies concernant l'élaboration de procédures budgétaires et d'outils de reporting permettant au Comité de Direction de suivre au mieux l'activité.

2.4.2.1. La procédure budgétaire

Le budget est bâti sur la base de l'architecture du plan comptable analytique du groupe qui se compose de 4 sections fonctionnelles et 8 sections métiers.

Les sections analytiques « fonctionnelles » se décomposent de la manière suivante :

- commercial
- budget / promotion
- marketing / communication
- services supports incluant la direction générale, la direction financière, la direction informatique, le contrôle de gestion, et le service achats.

Les sections analytiques « métiers » se décomposent ainsi :

- culture
- embouteillage
- laboratoire / qualité
- logistique
- imprimerie
- administration générale
- transport
- le vieux moulin

A l'intérieur de ces sections, les coûts sont affectés en fonction des différents sites de production ou de stockage du groupe.

Chaque section fonctionnelle et métier est placée sous la responsabilité d'un directeur ou d'un responsable de service pour l'ensemble des sites du groupe. Ceux-ci sont responsables du suivi budgétaire de leur section tout au long de l'exercice.

L'élaboration de la procédure annuelle budgétaire fait l'objet des étapes suivantes :

- Elaboration d'une note de cadrage budgétaire établie par la Direction Générale,
- Construction du budget par le service contrôle de gestion de chacune des entités et du budget consolidé sur la base de la note de cadrage précédemment établie,
- Première présentation de la version initiale du budget au Comité de Direction fin-février pour discussion et amendement, (évolution du chiffre d'affaires par marché / produit, politique d'investissement...),
- Présentation fin mars de la version finalisée au Comité de Direction pour validation,
- Le budget annuel n'est pas modifié en cours d'année cependant une simulation d'actualisation semestrielle du budget est effectuée courant du mois d'octobre en tenant compte de l'activité réalisée au cours du premier semestre. Cette simulation d'actualisation est discutée et commentée par le Comité de Direction.

2.4.2.2. Le reporting

Notre groupe va procéder à compter du mois de juin 2008 à des arrêtés mensuels de ses comptes qui président à l'élaboration d'un tableau de bord mensuel de direction reprenant les principaux indicateurs de suivi d'activité et de performance financière.

A terme ce tableau de bord permettra notamment la comparaison entre les comptes arrêtés et les comptes budgétés par section. Les résultats mensuels seront présentés et discutés au cours d'un Comité Opérationnel. Cette analyse régulière permettra au Comité Opérationnel de mettre en œuvre les actions correctrices en cas de dérapage budgétaire ou de baisse du niveau de l'activité. Un compte rendu de ce Comité Opérationnel sera établi systématiquement par le Directeur Général et diffusé à l'ensemble des membres du Comité.

Un tableau de bord commercial mensuel existe et permet de piloter l'activité commerciale.

Un tableau de bord Marketing mensuel existe et permet de piloter la performance des produits.

2.4.3. Elaboration des comptes consolidés

Du fait de notre taille et du périmètre restreint de sociétés à consolider, les procédures de consolidation des comptes pour notre groupe sont simplifiées.

Les comptes consolidés sont établis conjointement par le Directeur Financier et notre expert comptable.

Ils sont audités par nos Commissaires aux comptes avant présentation au Conseil de surveillance vérifiant les comptes de l'exercice.

La consolidation est établie sous le logiciel ETAFI CONSO. Elle est documentée par un dossier de travail et des fichiers EXCEL qui justifient tous les retraitements et les informations mentionnés dans les comptes annuels.

La fiabilité des comptes consolidés est assurée par les états de contrôle et de cohérence du système informatique et par l'élaboration par la Direction Financière de tableaux de synthèse et de contrôle sous tableur notamment concernant :

- La validation des opérations réciproques,

- La validation des capitaux propres,
- La gestion des engagements hors bilan.

2.4.4. Suivi des engagements hors bilan

Les engagements hors bilan de notre groupe se composent principalement :

- Des contrats d'achats de vins concernant les livraisons de vins non réalisées à la date de la clôture faisant l'objet d'un contrat d'achat signé,
- Des créances clients ayant fait l'objet d'une opération d'affacturage,
- Des intérêts restant à courir sur les emprunts et autres instruments financiers,
- Des loyers restant à courir sur les matériels pris en location financière ou en crédit-bail,
- Des avals et cautions donnés pour le compte des filiales du groupe,
- Des sûretés réelles octroyées aux établissements de crédit dans le cadre de prêts.

Notre groupe ne dispose pas d'engagements de retraite dans la mesure où la gestion des fonds liés aux indemnités de fin de carrière a été externalisée.

L'ensemble de ces engagements est contrôlé par la Direction financière qui dispose d'un état de suivi de ces garanties.

Pour les contrats de vins, le montant des engagements est déterminé à partir de l'extraction des informations figurant dans le logiciel des engagements d'achat MOVEX.

Pour les emprunts, la Direction financière dispose d'un outil de suivi sur tableur de chaque emprunt, ventilé par échéance, et indiquant le montant des engagements et garanties accordés.

Pour les contrats de location financière et de crédit-bail, la Direction financière dispose d'états récapitulatifs sur les engagements pris. Ces informations sont validées systématiquement chaque année avec l'état des engagements fournis par les bailleurs.

Afin d'apporter une garantie supplémentaire, une convention a été signée avec FINANCE ACTIVE pour externaliser l'ensemble du suivi des engagements financiers.

Pour les autres opérations financières (affacturage, garanties sur prêts), l'état des engagements hors bilan est validé par la réception de l'état des cautions fourni par les établissements bancaires au 31 mars de chaque année, et par les informations mentionnées dans les circularisations réalisées systématiquement à la demande de nos Commissaires aux comptes.

Un état des hypothèques sur les principales filiales du groupe a été fourni à nos commissaires aux comptes

2.4.5. Contrôle des informations financières et comptables publiées

Le rapport de gestion et les comptes consolidés annuels sont établis par la Direction financière du groupe. Ils sont présentés au Directoire qui arrête les comptes puis au Conseil de surveillance pour vérification. Les informations mentionnées dans ces documents sont systématiquement validées par nos Commissaires aux comptes.

2.5. Couverture des risques

2.5.1. Couverture du risque client

Le risque client de par la facturation centralisée groupe est maîtrisé au sein de la SA LAROCHE qui a souscrit depuis de nombreuses années une assurance crédit client auprès de la COFACE pour l'ensemble des activités commerciales du groupe.

2.5.2. Couverture Responsabilité civile

En complément des assurances classiques en la matière, le groupe a étendu ses garanties aux risques spécifiques :

- « PRODUITS », et retrait de ses produits avec une garantie supplémentaire pour les Etats Unis et le Canada,
- Responsabilité Mandataires sociaux pour les risques inhérents à la gestion du groupe.

2.5.3. Couverture du risque industriel

Le groupe possède une assurance multi risques industrielle garantissant notamment la perte d'exploitation, les bris de machines, le coulage, l'incendie, le vandalisme, l'informatique, ...

2.5.4. Couverture protection juridique

L'assurance « protection juridique » assure la couverture des litiges et risques d'exploitation à l'exception des marques.

2.5.5. Couverture du risque de taux

Le groupe a souscrit une couverture financière de taux sur le niveau de 3.50 % sur l'ensemble de ses crédits de trésorerie à court terme.

2.6. Conclusion sur le contrôle interne au 31 mars 2009

Notre groupe est engagé depuis longtemps dans un processus de management de la qualité et de mise en œuvre de procédures garantissant la conservation de ses actifs et un niveau satisfaisant de sécurité de l'information financière.

Fait à CHABIS Le 30 juin 2009

LAROCHE

**Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 10.349.890 Euros**

SIEGE SOCIAL : CHABLIS (Yonne) L'Obédiencerie 22, rue Louis Bro

317 356 574 R.C.S. AUXERRE - SIRET 317 356 574 00036

LISTE DES MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DES CONSEILLERS

(Article R. 225-109 du Code de commerce)

Monsieur Michel LAROCHE

Né le 17/4/46

Date d'expiration du mandat : 2013

Membre du Directoire - Président du Directoire

PCA-Directeur général et administrateur de la SA DOMAINE LAROCHE

PCA-Directeur général et administrateur de la SA MAS LA CHEVALIERE

Directeur de la SA LAROCHE SOUTH AFRICA WINES ESTATES PTY

Gérant de L. B. HOLDING

Gérant de la SCI DU DOMAINE LAROCHE

Gérant de la SARL LE VIEUX MOULIN

Gérant de LAROCHE CHILE LIMITADA

Directeur de LAROCHE SOUTH AFRICA

Madame Gwénaél LAROCHE

Née le 6/2/66

Date d'expiration du mandat : 2013

Membre du Directoire

Administrateur de la SA DOMAINE LAROCHE

Administrateur de la SA MAS LA CHEVALIERE

Madame Françoise DUPRESSOIR

Née le 21/02/1960

Date d'expiration du mandat : 2013

Vice-Président du Conseil de surveillance

Monsieur Philippe SIMON

Né le 13/10/1953

Date d'expiration du mandat : 2013

Conseiller

Monsieur François FAURE

Né le 16/10/1939

Date d'expiration du mandat : 2013

Conseiller

Limite d'âge membre du Directoire : 75 ans

Limite d'âge membre du Conseil de surveillance : 90 ans

LAROCHE

**Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 10.349.890 Euros**

SIEGE SOCIAL : CHABLIS (Yonne) L'Obédiencerie 22, rue Louis Bro

317 356 574 R.C.S. AUXERRE - SIRET 317 356 574 00036

LISTE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(Article R. 225-95 alinéa 2 du Code de commerce)

Commissaires aux comptes titulaires

- DBA AUDIT
Sis à PARIS (IXème) 58 *bis*, rue de la Chaussée d'Antin
Nommé en cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire du 17 septembre 2008,
Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 31 mars 2014,
- LEDOUBLE SA
Sis à PARIS (VIIIème) 15, rue d'Astorg
Nommé en cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire du 17 septembre 2008,
Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 31 mars 2014.

Commissaires aux comptes suppléants

- Monsieur Antoine DALAKUTEYAN
Demeurant à PARIS (IXème) 58 *bis*, rue de la Chaussée d'Antin
Nommé en cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire du 17 septembre 2008,
Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 31 mars 2014,
- CFCA
Sis à PARIS (VIIIème) 36, avenue Hoche
Nommé en cette fonction par l'Assemblée générale ordinaire du 17 septembre 2008,
Le mandat expire à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 31 mars 2014.

L A R  C H E

L'OBEDIENCERIE, 22 RUE LOUIS BRO, 89 800 CHABLIS - FRANCE
TEL. : (33) 03 86 42 89 00 - FAX : (33) 03 86 42 89 29

WWW.LAROCHEWINES.COM - INFO@LAROCHEWINES.COM